

**Dr. Rajendra K. Pachauri**

**Président du GIEC**

a/s Organisation météorologique mondiale

7bis, Avenue de la Paix

C. P. 2300

CH- 1211 Genève 2, Suisse

Cher Dr. Pachauri,

Les organisations signataires de cette lettre aimeraient exprimer leurs inquiétudes concernant la prochaine rencontre d'experts du groupe de travail conjoint du GIEC portant sur la géo-ingénierie, qui se tiendra à Lima (Pérou) du 20 au 22 juin 2011.

La géo-ingénierie, soit la modification intentionnelle à grande échelle des systèmes terrestres dans le but de modifier le climat, représente l'une des plus importantes questions sur lesquelles la communauté internationale devra se prononcer au cours des prochaines années. Les projets visant à modifier artificiellement la chimie de nos océans afin qu'ils absorbent davantage de CO<sub>2</sub>, à modifier l'équilibre radiatif de la Terre, à créer de nouveaux puits de carbone au sein d'écosystèmes fragiles, ou à détourner les ouragans et les autres événements météorologiques extrêmes demeurent alarmants. Accidents, expériences dangereuses, évaluation inadéquate du risque, impacts inattendus, unilatéralisme, bénéfices privés excessifs, perturbation de l'agriculture, conflits entre les États, buts politiques illégitimes et conséquences négatives pour les pays du Sud sont autant d'aspects problématiques qui demeurent hautement probables. En contrepartie, la probabilité que la géo-ingénierie fournisse une solution sécuritaire, durable, démocratique et pacifique à la crise climatique est nulle.

Le GIEC vise à apporter des éléments *pertinents pour l'élaboration de politiques* et à être *non partisan*. Cette organisation doit de plus prendre grand soin de ne pas ruiner sa crédibilité en ce qui concerne la géo-ingénierie, cette dernière gagnant des appuis au moment précis où les avancées concrètes en matière de lutte et d'adaptation aux changements climatiques se font timides. L'annonce de cette rencontre d'experts par le GIEC suggère d'emblée que la géo-ingénierie se taillera une place au sein de la panoplie de solutions légitimes aux changements climatiques (une affirmation qui demeure fortement contestable), et que la tâche du GIEC consiste à déterminer quel rôle cette option jouera. Permettez-nous, Dr. Pachauri, de souligner qu'il ne s'agit pas ici d'une question relevant d'abord de la science; il s'agit d'une question d'ordre politique. Les organisations paysannes internationales, les peuples autochtones et les mouvements sociaux ont tous signifié une farouche opposition à de telles mesures qu'ils considèrent être de fausses solutions à la crise climatique.

Le groupe directeur scientifique de cette rencontre d'experts comprend des partisans bien connus de la géo-ingénierie. Ces derniers ont demandé de hausser considérablement le financement de la recherche et se sont prononcés en faveur de la tenue d'expériences. Le groupe directeur comprend également des scientifiques qui détiennent des brevets en instance sur certaines technologies se rattachant à la géo-ingénierie ou qui possèdent d'autres intérêts financiers. Demander à un groupe de scientifiques œuvrant dans le domaine de la géo-ingénierie si davantage de recherche devrait être menée dans ce domaine revient à demander à une bande d'ours affamés s'ils veulent du miel. Leur réponse, qui demeure très prévisible, devrait être examinée avec scepticisme. D'un autre côté, les organisations indépendantes qui ont dédié des années à l'évaluation critique de la géo-ingénierie n'ont pas la permission de participer à cette rencontre, même à titre d'observatrices.

Nous sommes par ailleurs préoccupés par le fait que le GIEC semble s'aventurer dans des domaines qui sortent des limites de son expertise. Par exemple, il est indiqué que les experts qui se rencontreront doivent traiter des « mécanismes de gouvernance appropriés » dans le cadre de leur mandat, et que les participants discuteront de la « pertinence des mécanismes de gouvernance existants pour encadrer la géo-ingénierie, en tenant compte des facteurs sociaux, légaux et politiques. » Il s'agit là d'une discussion cruciale qui a d'ailleurs déjà été initiée au niveau international parmi les gouvernements et la société civile, notamment à la Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique qui s'est tenue au Japon en 2010. Les participants à cette rencontre ont convenu d'instaurer un moratoire de fait sur l'expérimentation sur le terrain jusqu'à ce qu'un certain nombre de conditions soient remplies. La question de la gouvernance est cruciale et elle doit être pleinement débattue de manière transparente, démocratique et responsable par la communauté internationale, en conviant *l'ensemble* des États, organisations de la société civile, peuples autochtones et organisations d'agriculteurs intéressés à participer. Les scientifiques rattachés au GIEC devraient prendre part à ce débat, mais ils ne possèdent ni l'expertise, ni la légitimité pour déterminer si les mécanismes de gouvernance existants sont appropriés.

Au cours des mois à venir, alors que le Cinquième rapport d'évaluation est en cours d'élaboration, les organisations de la société civile préoccupées par les changements climatiques et la géo-ingénierie examineront de près le travail du GIEC. Plus particulièrement, nous veillerons à ce le GIEC se prononce clairement et fortement en faveur d'une application stricte du principe de précaution, et qu'il s'oppose à toute expérience de géo-ingénierie sur le terrain. À la suite de la rencontre d'experts, alors que le rapport qui en découlera sera publié et que ses conclusions seront plus largement diffusées, nous exhortons le GIEC à s'assurer qu'une diversité de voix émanant de la société civile – notamment au sein des pays du Sud – seront entendues, comprises et prises en compte. Cela permettra d'obtenir une dose de bon sens ô combien nécessaire, une perspective mondiale, ainsi qu'un contrepoids aux positions plus visibles et extrêmes de certains scientifiques des pays du Nord impliqués dans la recherche en géo-ingénierie.

En vous remerciant de l'attention que vous portez à ces questions, nous espérons une réponse de votre part.

### **Organisations signataires au 13 juin 2011**

African Biodiversity Network, Africa, international  
ATALC - Amigos de la Tierra America Latina y Caribe, Latin America, international  
Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas -CAOI, Andean, international  
ETC group, international  
Friends of the Earth International  
Global Forest Coalition, International  
Global Justice Ecology Project, International  
GRAIN, International  
Land is Life, international network of indigenous communities and organizations  
Missionary Oblates of Mary Immaculate, International  
International Center for Technology Assessment (ICTA), US / international  
OILWATCH Sudamérica, international  
Pan African Climate Justice Alliance (PACJA), Africa, International  
RALLT, Red por una América Latina libre de Transgénicos, Latin America, international  
Red Latinoamericana contra los Monocultivos de Árboles (RECOMA), Latin America, international  
Redmanglar Internacional, Guatemala, international  
Temple of Understanding US / international  
Third World Network, international  
Via Campesina, International Peasant Movement, international  
World Future Council Foundation, international  
World Rainforest Movement / Mov. Mundial de Bosques, international  
Aboriginal Legal Rights Movement Inc, Australia  
Acción Ecológica, Ecuador  
Acción por la Biodiversidad, Argentina  
ADEID, Action pour un Développement Équitable, Intégré et Durable, Cameroon  
African Centre for Biosafety, South Africa  
Alliance Sud, Switzerland  
Amigos da Terra, Brazil  
Amigu di Tera FoE Curaçao, Brazil  
APUNA, Andhra Pradesh United Nations Association, India  
Asociación ANDES, Cusco, Perú  
Bio WILD Foundation, Biodiversity and Wildlife Integration for Livelihood Development, INDIA  
Biofuelwatch, UK / US  
Casifop, México  
Ceccam, México  
Cenami, México  
Censat Agua Viva, Colombia

Center for Cultural Interchange and Greenheart, USA  
Centre for Civil Society Environmental Justice Project, Durban, South Africa  
Centro Ecológico IPÉ, Brazil  
Centro Ecologista Renacer, Argentina  
Centro Fray Julián Garcés de Derechos Humanos y Desarrollo Comunitario, México  
CESTA, Amigos de la Tierra El Salvador  
COECOCEIBA-AT Costa Rica  
Colectivo COA, México  
Colectivo Voces Ecológicas COVEC, Panamá  
Consejo de Ejidos y Comunidades Opositores a la Presa La Parota (CECOP), México  
Cook Islands Climate Action Network (CICAN), Rarotonga, Cook Islands  
Cooperativa por un Ambiente Biodiverso y Sustentable, CAMBIOS, S.C. de R.L., México  
Corner House, UK  
Cuarto Menguante Aliento por la conservación A.C., México  
Dewan Adat Papua, New Guinea  
Dogwood Alliance - Asheville, NC, USA  
Ecological Society of the Philippines  
Ecologistas en Acción, Spain  
Ecomunidades, red ecologista autónoma de la cuenca de México  
Educación AT Argentina  
CEIBA AT, Guatemala  
Ethiopian Society of Consumer Protection, Ethiopia  
Fair Coop (Fair Trade), Italy  
Family Farm Defenders, Madison, WI, USA  
FASE, Brazil  
Fondation Sciences Citoyennes, France  
Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra y el Agua, Región Malinche, México  
Friends of the Earth U.S.  
Food First, US  
Fundación Heifer-Ecuador  
Fundación por el Futuro, Madrid, España  
Fundación Promotora de Cooperativas – FUNPROCOOP, El Salvador  
Gaia Foundation, UK  
GMWatch, UK  
Greenovation Center, China  
Grupo SEMILLAS, Colombia  
Grupo Thunhupha, Bolivia  
IBON International, Philippines  
Indian biodiversity forum, India  
Institute for Agriculture and Trade Policy, USA  
Institute of Science in Society, Mae-Wan Ho, UK  
Instituto de Estudios Ecologistas del Tercer Mundo, Ecuador.  
International Presentation Association of the Sisters of the Presentation, USA  
Institute for Social Ecology, USA

ITC, Comité Intertribal, Brazil  
Island Sustainability Alliance CIS Inc (ISACI) Rarotonga, COOK ISLANDS  
Movimiento Madre Tierra, Honduras  
Ka Lahui Hawai'i  
Kiee Lu'u S.S.S. México  
L'Union Paysanne, Canada  
La Asamblea Veracruzana de Iniciativa y Defensa Ambiental (LAVIDA), México  
Mangrove Action Project, USA  
Movimiento de la Juventud Kuna, Panamá  
Movimiento por la Vida y la Equidad Campesina, El Salvador  
Na Koa Ikaika KaLahui Hawaii  
National Indigenous Peoples of Solomons Islands (NIPS), Solomon Islands  
National Toxics Network Inc. Coordinator, Australia  
New World Society For Friendship Cooperation And Peace, India  
Ngati Hine tribe of the Bay Of Islands, New Zealand  
NusaAlifuru of Maluku (Pacific, considered Indonesian)  
Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales -OLCA, Chile  
OFRANEH, Organizacion Fraternal Negra Hondureña, Honduras  
Ole Siosiomaga Society Incorporated (OLSSI), SAMOA  
Organización de Agricultores Biológicos A. C., México  
Philippinenbuero e.V. im Asienhaus; Germany  
Proceso de Comunidades Negras de Colombia  
Rainforest Rescue - Rettet den Regenwald, Germany  
RAPA NUI PARLIAMENT (Polinesia)  
Red de Coordinación en Biodiversidad, Costa Rica  
Rede Brasileira de Pesquisas em Nanotecnologia - RENANOSOMA, Brazil  
REDES AT, Uruguay  
SAFEAGE, Observatory, Cape Town, South Africa  
Salva la Selva, Spain  
Savia, Escuela de Pensamiento Ecologista, Guatemala  
SEARICE, Philippines  
Sisters of Charity of Nazareth Congregational Leadership, United States  
Sunray Harvesters, India  
SWISSAID, Switzerland  
Seeds Action Network, Germany  
Terra de Direitos, Human Rights Organization- Brazil  
Terra-1530, Moldova  
Texas Drought Project, USA  
The Development Fund, Norway  
The Enviro Show, Western Massachusetts/USA  
The Koani Foundation, Lihue, Kauai, Hawaii  
The Noordhoek Environmental Action Group, Noordhoek, Cape Town, South Africa  
Un Salto de Vida, AC, El Salto, Jalisco, México  
US Federation for Middle East Peace (USFMEP), USA